

Clémence Léobal

« 'Osu', 'baraqués' et 'batiman' : Redessiner les frontières de l'urbain
à Soolan (Saint-Laurent-du-Maroni, Guyane) »

Thèse de doctorat en sociologie dirigée par Anne Gotman et Benoît de L'Estoile,
soutenue le 8 juin 2017 à l'Université Paris Descartes

Prix USH-CDC de thèse sur l'habitat social

Prix spécial 2018

Résumé

Cette thèse associe la sociologie urbaine avec l'anthropologie de l'État à travers l'étude des formes et modalités d'appropriation des politiques publiques menées en Guyane. Elle porte sur les politiques de logement et la co-production de la ville à Saint-Laurent-du-Maroni. Il s'agit d'une ethnographie en langue bushinenguée confrontée aux données issues d'entretiens et archives des institutions. J'y analyse la façon dont la ville est co-produite par les agents des pouvoirs publics et les habitants bushinengués, qui se réapproprient les politiques publiques. Leurs usages de l'espace, inscrits dans des réseaux de parenté, outrepassent les logiques de l'action publique. Cela permet de renouveler l'analyse des politiques de gestion de l'habitat social, qu'il s'agisse du logement social ou encore des politiques de résorption de l'habitat insalubre, à travers une analyse ancrée dans le vécu des habitants bushinengués.

Après l'obtention d'un Master recherche Histoire à l'Institut d'Études Politiques de Paris, j'ai travaillé pendant huit années en Guyane, en me tournant vers d'autres sciences sociales telles que la sociologie et l'anthropologie. Je me suis nourrie des travaux existant dans l'anthropologie française de cette région d'Amazonie, qui ont très peu analysé les villes de Guyane. Dans un dialogue critique permis par la confrontation avec des champs d'études en sociologie urbaine et en sciences sociales de l'État, j'ai développé mon analyse de la rencontre postcoloniale entre habitants bushinengués et agents des administrations françaises. J'ai appris à parler la langue nenge tongo parlée dans l'Ouest guyanais et pratiqué une ethnographie en immersion, aux côtés de familles bushinengués, l'un des groupes culturels présents dans cette région, à la frontière avec le Surinam.

J'ai commencé à m'intéresser à partir de 2009 à ce qui n'était pas reconnu officiellement comme relevant du patrimoine : les « bidonvilles » des berges du Maroni. Depuis 2011, mes recherches portent sur les politiques urbaines, notamment la gestion de l'habitat insalubre et le logement social, à Saint-Laurent-du-Maroni. J'ai tenté de tenir ensemble l'analyse de la production de ces politiques avec celle de leurs réappropriations et usages par les bénéficiaires. Mon apport est d'articuler la sociologie de l'État et des politiques publiques avec l'anthropologie des modes d'habiter et de la parenté, en un mot l'anthropologie de la maison.

Mon engagement ethnographique m'a permis de renverser ma perspective : au départ, centrée sur les effets des politiques de logement, je me suis tournée vers une analyse du point de vue de la maison, place-problème où se jouent de nombreuses situations et rapports de pouvoir entre agents et administrations, mais aussi au sein des réseaux de parenté. Cet ancrage ethnographique fort m'a permis d'ouvrir des voies nouvelles sur les sciences sociales de la ville, mais aussi de l'État : j'ai notamment étudié l'adaptation des dispositifs d'action publique dans des territoires d'Outre-mer vus comme des « laboratoires ».

L'analyse d'une situation postcoloniale particulière

Les territoires français d'Outre-mer ont un statut ambivalent, car la fin de leur statut officiel de « colonies » a été concomitante de leur maintien sous la souveraineté de la « métropole » avec la loi de départementalisation

de 1946. Par ailleurs, le processus d'assimilation à Saint-Laurent-du-Maroni connaît une chronologie particulière. Les populations de « l'intérieur » de la Guyane relevaient jusqu'en 1969 d'une entité administrative autonome, le territoire de l'Inini, qui réservait un traitement particulier aux « populations primitives ».

J'analyse donc les rapports sociaux dans cette configuration où des hiérarchies sociales spécifiques se jouent à l'intersection du genre, de la classe, de la nation et de la race. J'ai construit mon objet de recherche comme portant sur des phénomènes « à l'échelle de la ville », sans me focaliser sur tel quartier de la ville, tel groupe d'habitants, ou telle vocation professionnelle. J'ai appréhendé mon objet de recherches comme une situation qui réunit à la fois des habitants minorisés et les professionnels de la ville. J'ai décidé d'appréhender cette situation comme un tout, inspirée par mon expérience en tant que Volontaire Civile à l'Aide Technique à la mairie de Saint-Laurent où j'avais été membre d'une administration locale. Le concept de situation est inspiré par les anthropologues britanniques, tel Max Gluckman qui a travaillé sur la « situation sociale dans le Zululand », qu'il veut analyser comme un tout (1940) ; puis par le sociologue français Georges Balandier sur la « situation coloniale » (1951), où la minorité sociologique des « classes populaires » est une majorité numérique, infériorisée selon des hiérarchies de classe et de race.

Les agents des administrations incarnent des classes dominantes locales, qui correspondent à la majorité racialisée des Blancs métropolitains, ou encore les élites métisses créoles francophones. Les interactions entre bénéficiaires et employés des administrations y révèlent notamment les formes locales de racialisation articulée avec des rapports de classe, de nationalité et de genre. Si les modes de gouvernement de l'État français s'appuient sur des catégorisations des habitants, ces derniers ne sont pas passifs face aux institutions. Mes interlocuteurs bushinengués associent l'État à une blancheur postcoloniale qualifiée de « bakaa », bien qu'il soit incarné par des agents d'origines diverses.

En outre, Georges Balandier (1951) invite à restituer la « réciprocité des perspectives entre sociétés coloniales et colonisées ». C'est ainsi que je m'attache à rendre compte à la fois des points de vue des habitants qui donnent forme à la ville par leurs manières de l'habiter, et des agents qui conçoivent et mettent en œuvre les politiques urbaines. J'ai montré que les politiques de logement dit « adapté » à la population envisagent les territoires d'Outre-mer comme un « laboratoire » de l'habitat en auto-construction et en matériaux locaux. En complément des travaux sur les trajectoires de fonctionnaires entre les empires coloniaux et les administrations métropolitaines sur la « colonie rapatriée » (De Barros, 2006 ; Charbit, 2006), j'ai analysé les trajectoires des membres du groupe professionnel d'ingénieurs et urbanistes métropolitains qui circulent entre les différents espaces de l'Outre-mer français, dont les carrières sont ultramarines. Ils exportent ainsi des connaissances des populations locales et des dispositifs d'action publique d'un territoire à l'autre, au sein d'une géographie post-impériale mondiale dont je rends compte sous la forme d'une cartographie des carrières des professionnels de l'habitat adapté Outre-mer. A la fois dominés par rapport aux énarques parisiens, ils disposent de larges marges de manœuvre sur place, et se forgent une légitimité par rapport à la connaissance des « populations locales » des Outre-mer, dont la spécificité justifie la mise en place de politiques publiques spéciales. Il s'agit des dispositifs de Logements Évolutifs Sociaux, qui permettent aux bénéficiaires d'accéder à la propriété de leur logement, dont la construction et la forme est inspirée des architectures vernaculaires.

Un positionnement ethnographique aux côtés des gouvernés

L'enquête de thèse m'a donné l'opportunité de découvrir une autre facette de la ville, celle qu'on appelle *Soolan* : j'ai habité dans l'un des quartiers périphériques, j'ai appris à parler le ndjuka, la langue véhiculaire locale, et noué des liens avec des personnes bushinenguées. Certaines d'entre elles m'ont ouvert la porte de leur maison, et m'ont permis de renverser la perspective de recherche qui était la mienne jusqu'alors. Lors de mes deux séjours d'enquêtes de huit et deux mois, j'ai loué une chambre dans une famille habitant un des Logements Évolutifs Sociaux, qu'on appelle en ndjuka *sité*, et ai connu une quasi-adoption dans ma famille d'accueil. Ces expériences et rencontres ont changé mon regard sur la ville et la définition de mon objet de recherche.

Ce travail m'a permis d'analyser les modes d'habiter des personnes bushinenguées, qui n'ont pas qu'une seule résidence. Davantage que le concept de maisonnée (Gollac, 2003), celui de configuration de maisons de Louis Marcelin (1996) spatialise l'analyse et montre comment les maisons sont reliées par des réseaux qui matérialisent des liens de parenté, toujours en mouvement et en conflit (Motta, 2014). Des personnes, liées

par de réseaux de parenté, au sein desquels s'échangent des services, habitent ensemble des configurations de maisons entre lesquelles circulent des personnes, notamment les enfants. Les habitants qui en ont les moyens construisent et entretiennent plusieurs maisons dans différents lieux, et y effectuent des passages réguliers.

J'ai ainsi pu cartographier les modes d'habiter de manière plus large que le simple logement, en incluant les mobilités, et les relations entre les maisons. J'ai réalisé un travail sur la cartographie ethnographique. J'ai choisi de représenter l'espace en fonction de représentations d'habitants, afin d'établir une vision alternative de celle du gouvernement. Roger Downs et David Stea (1981) avaient proposé d'explorer les cartes mentales, processus cognitifs non nécessairement écrits de résolution des problèmes spatiaux. Je m'inspire plutôt des méthodes de cartographies du chez-soi, soit en réutilisant les outils cartographiques étatiques ou en en créant d'autres (Aberley, 1993). Mes cartographies du territoire frontalier ne sont pas des cartes mentales au sens propre car elles sont le fruit d'une élaboration par la chercheuse, postérieure à l'enquête, à partir des notes de terrain : ce sont des cartes ethnographiques qui tentent de restituer les catégories spatiales de mes interlocuteurs. Leur réalisation à la main permet également de mettre en avant le caractère construit de ces représentations graphiques, qui ne se confondent pas avec la réalité. Ces représentations cartographiques représentent un défi méthodologique par contraste avec les cartographies étatiques, produites comme instruments de gouvernement, que j'ai analysées par ailleurs à propos des politiques de logement.

Mon dispositif d'enquête m'a également permis de saisir les rapports de mes interlocuteurs aux administrations, d'un point de vue rarement adopté, celui des gouvernés. Vincent Dubois (2015) et Alexis Spire (2008) ont analysé ce face-à-face au guichet à partir d'ethnographies réalisées aux côtés des agents administratifs. J'ai adopté un autre dispositif lors de mon enquête : j'ai accompagné des demandeuses de logement dans les bureaux des administrations du logement. Les démarches quotidiennes de ces habitantes témoignent de leur socialisation institutionnelle, tandis que certains agents des administrations adaptent les politiques publiques et les procédures administratives aux pratiques d'une population racialisée comme « Bushinenguée ». Les personnes que j'ai accompagnées étaient des femmes : en effet, ce sont plus souvent les mères qui bénéficient des allocations familiales. Les difficultés économiques et la domination masculine qu'elles connaissent en ville leur donnent des motivations supplémentaires de chercher un logement social. La socialisation institutionnelle de ces demandeuses combine la revendication d'un droit au logement avec l'idée que l'État « donne » ces logements, en contrepartie de l'action de « marcher », c'est-à-dire, selon leurs termes, d'effectuer personnellement et physiquement des démarches actives. Lors de leur « marche » vers le logement, ces femmes se conforment aux attendus bureaucratiques *bakaa* (blancs) mais négocient aussi des arrangements institutionnels, loin des idéaux bureaucratiques. Alliant une perspective historique et ethnographique, j'analyse les rapports d'habitants originaires de l'amont du Maroni aux administrations et à leurs agents. Ce décentrement autorise un nouveau regard sur la ville et sur l'État.

Du logement à la maison : retourner la perspective sur les politiques publiques

Mon travail s'inscrit dans une réflexion sur les liens entre espace social et espace physique (Tissot et Poupeau, 2005). Ma thèse décrit ainsi la morphogenèse d'une ville, à travers les effets matériels produits par la rencontre entre des politiques urbaines françaises et des modes d'habiter. Il s'agit d'analyser la genèse d'une ville, créée par les interactions entre les personnes qui l'habitent et lui donnent forme. D'une question formulée en termes d'effets des politiques urbaines sur les habitants, j'ai évolué vers une analyse qui part du point de vue des habitants. Il s'agit moins d'analyser le logement, comme problème d'action publique, que la maison, ou plutôt les maisons, puisqu'elles n'existent pas seules mais sont liées entre elles.

La maison (*osu*) ne se limite pas au bâti, et concerne également les personnes qui y appartiennent, comme le signale le fait qu'en ndjuka, le terme *osu* désigne également un groupe de parenté restreint. Les anthropologues ont analysé la maison comme le lieu de production de la parenté (Carsten et Hugh-Jones, 1995 ; Fog Olwig, 2007). Ces pratiques de l'espace ont des effets tant sur les modes d'habiter que sur les politiques urbaines. Les interactions asymétriques entre habitants et professionnels de la ville concrétisent leurs différences, constamment réitérées, dans les formes urbaines d'une ville ségréguée. Lorsqu'ils y ont accès, les habitants bushinengués s'approprient les logements sociaux : ils se conforment à des normes d'urbanité étatiques, matérialisées par les logements en dur, et sanctionnées par les bailleurs, mais transforment aussi la ville par leurs modes d'habiter, matérialisant dans l'espace des inégalités sociales. Ce renversement de perspective amène à formuler différemment les questions portant sur les politiques publiques. Les catégorisations étatiques, qui disqualifient certaines maisons comme « baraques », ne sont pas au cœur des

préoccupations des habitants engagés dans des logiques outrepassant largement la perspective gouvernementale : ils déploient des stratégies face aux menaces de démolition de leurs maisons, et se réapproprient les logements sociaux.

J'ai ainsi combiné une sociologie de la ville et du logement comme catégorie de l'action publique, avec une anthropologie dans la ville centrée sur la maison et sur les relations de parenté qui s'y déroulent. Il s'agit de dépasser le double écueil (Gilbert, 2017) des travaux qui analysent les modes d'habiter de manière déconnectée des rapports à l'État et d'une ethnographie de la domination ; mais aussi des études des politiques publiques centrées sur leur production, et non sur leurs réappropriations par les bénéficiaires.

Bibliographie

Aberley D. (dir.), *Boundaries of home : mapping for local empowerment, Gabriola Island (B.C.) Philadelphia (Pa.): New society publ., 1993.*

Balandier G., «La situation coloniale, approche théorique». *Cahiers internationaux de sociologie* 11 (1951), p. 44-79.

Carsten J. et Hugh-Jones S. (eds.), *About the house: Lévi-Strauss and beyond*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Charbit T., « Un petit monde colonial en métropole », *Politix* 76, n°4 (2006), p.31-52.

De Barros F., « Contours d'un réseau administratif « algérien » et construction d'une compétence en « affaires musulmanes », *Politix* 76, n°4 (2006), p. 97-117.

Downs Roger M., et Stea D., *Des cartes plein la tête: essai sur la cartographie mentale*, Paris : Edisem diffusion Maloine, 1981.

Dubois V., *La vie au guichet : administrer la misère*. Paris, France : Éditions Points, 2015.

Fog Olwig K., *Caribbean journeys: an ethnography of migration and home in three family networks*, Durham: Duke university press, 2007.

Gilbert P., « Classes, genre et styles de vie dans l'espace domestique ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 215 (2017), p.4-15.

Gluckman M., «Analysis of a social situation in Modern Zululand ». *Bantu Studies* 14, no 1 (1940): 130.

Gollac S., «Maisonnée et cause commune : une prise en charge familiale », in Weber Florence, et Gramain Agnès, *Charges de Famille*, Paris : La Découverte, 2003, p. 274-311.

Léobal C., *Saint-Laurent-du-Maroni, Une porte sur le fleuve*, Ibis Rouge, Matoury, 2013.

- «Des marches pour un logement. Demandeuses bushinenguées et administrations bakaa », *Politix* 16, n°4 (2016), p.163-192.

- «La blancheur bakaa, une majorité bien spécifique : race, classe et ethnicité dans les situations de démolition à Saint-Laurent-du-Maroni, Guyane », *Asylon(s). Digitales* 15, février 2018.

Marcelin L., *L'invention de la famille afro-américaine : famille, parenté et domesticité parmi les Noirs du Recôncavo da Bahia, Brésil*, PhD Thesis, Universidade Federal do Rio de Janeiro, Museu Nacional, PPGAS, Rio de Janeiro, 1996.

Motta E., « Houses and economy in the favela », in *Vibrant – Virtual Brazilian Anthropology*, vol. 11, n°1, 2014, p.118-158.

Spire A., *Accueillir ou reconduire : enquête sur les guichets de l'immigration*. Paris, Raisons d'agir, 2008.

Tissot S. et Poupeau F., « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales* 4, n° 159 (2005), p. 4-9.